



L'intersyndicale sur l'avenir du secteur public d'orientation de l'Education nationale

Rentrée alarmante dans les CIO !

Communiqué de presse du Lundi 6 septembre 2010

Les organisations syndicales nationales (SNES-FSU, CGT Educ'action, SUD Education, SNFOLC, SGEN-CFDT et SE-UNSA) se sont réunies le 31 août 2010.

Elles ont fait le constat d'une rentrée de plus en plus alarmante dans les CIO : de très nombreux postes sont encore vacants, sans remplacements en vue ; dans plusieurs CIO le nombre de contractuels est supérieur au nombre de titulaires ; des CIO ont été fermés en juin et des personnels déplacés aux extrémités du département en Saône-et-Loire ; des CIO seront sans budget à partir de 2011 (département du Nord, de la Seine Maritime...)

Cette situation traduit la mise en oeuvre des projets de restructuration du réseau des CIO voulue par le Ministère de l'Education nationale qui profite du désengagement de plusieurs Conseils Généraux pour accélérer l'opération de fermeture et de fusion de sites.

Elle se déroule dans un contexte de tension importante sur l'évolution des missions des conseillers d'orientation-psychologues et des directeurs de CIO et d'organisation du service dématérialisé prévu par la loi sur la formation professionnelle et l'orientation tout au long de la vie.

L'intersyndicale réaffirme son opposition à toute réécriture du décret statutaire du 20 Mars 1991. Elle tient à alerter sur les dangers que représente l'application du volet formation initiale de la loi de novembre 2009 pour le devenir du service public d'orientation de l'Education nationale, en particulier dans le contexte actuel de casse des services publics.

L'intersyndicale apporte son soutien à tous les personnels engagés dans l'action dans les Académies pour défendre les CIO. Elle mettra tout en oeuvre pour développer la mobilisation sur la défense du service et la reprise du recrutement, et lui donner une visibilité nationale.

Elle appelle les personnels à participer le 7 septembre à la journée d'action contre la réforme des retraites afin que le gouvernement y renonce et que soit mis un coup d'arrêt à toutes les mesures de régression sociale adoptées dernièrement.

Elle renouvelle sa demande de rencontre avec le Ministre restée sans réponse depuis le dernier trimestre de l'année scolaire dernière.

Les organisations syndicales demandent à tous les personnels de se réunir en AG le plus rapidement possible afin d'établir un état des lieux sur la situation des postes et des CIO. Elles se réuniront de nouveau le 30 Septembre, pour examiner les modalités de poursuite de l'action.